

# Éducation / Sécurité sociale / Santé

Fournir de nombreuses opportunités à un maximum de personnes



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

**Élargir le champ des possibilités d'accès des populations à une vie créative, stable, libre et digne, est un enjeu crucial pour les pays en développement. L'objectif principal pour ces populations est notamment de recevoir une éducation, de vivre longtemps en bonne santé, et de bénéficier de conditions d'existence normales et dignes. En se fondant sur le concept de « sécurité humaine » qui vise à garantir la liberté et de nombreuses opportunités à tous les individus, la JICA se concentre sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour la prospérité future. Dans de nombreux pays en développement, la JICA apporte un soutien à l'éducation, aux soins de santé et à la sécurité sociale.**

## Éducation

### ● Situation générale

L'éducation est la pierre angulaire du développement. L'acquisition de connaissances et de compétences par l'éducation permet de s'ouvrir au monde et d'améliorer ses perspectives d'avenir. En outre, le renforcement des capacités des populations favorise la réduction de la pauvreté, la croissance économique ainsi que le développement scientifique et technologique. De plus, la promotion d'une compréhension mutuelle entre toutes les religions et les groupes ethniques est essentielle pour la stabilité et la paix dans le monde, et l'éducation joue aussi un rôle important à cet égard.

Même si le taux de scolarisation dans le primaire<sup>1</sup> s'est amélioré dans les pays en développement, un élève sur quatre<sup>2</sup> quitte l'école primaire avant d'avoir achevé sa scolarité. S'agissant de l'élimination des inégalités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire (OMD 3), seuls 60 % des pays ont atteint cet objectif dans le primaire, et 38 % dans le secondaire en 2011<sup>3</sup>. En ce qui concerne la qualité de l'enseignement, il faut souligner que plus de 250 millions d'enfants ne possèdent pas les compétences de base en lecture, en écriture et en mathématiques<sup>4</sup>. L'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire constitue donc un autre problème urgent.

La stratégie de sécurité nationale approuvée par le Cabinet, en décembre 2013, précise que le Japon va renforcer ses efforts dans l'éducation en vue de réaliser les OMD et de faire face à cette situation. En outre, la fourniture d'une aide pour l'éducation de base et post-primaire figure également dans le plan d'action de Yokohama, adopté lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) qui a eu lieu à Yokohama, en juin 2013.

Avec l'accès généralisé à l'éducation primaire et secondaire, et dans la perspective de l'après-OMD, l'enseignement supérieur suscite un intérêt croissant ces dernières années dans les pays en développement. De nombreux espoirs sont placés dans les établissements d'enseignement supérieur, qui devraient jouer un rôle central pour répondre à la nécessité d'établir une société fondée sur le savoir dans chaque pays. Les pays en développement considèrent que les établissements d'enseignement supérieur peuvent aider à atteindre cet objectif en créant des connaissances et de l'innovation (recherche), en formant les ressources humaines qui stimulent le développement socioéconomique (éducation), en résolvant les problèmes de développement qui avec la mondialisation continue de l'économie et de la société sont d'une complexité croissante, et en retournant les bénéfices à l'industrie et à la

société (contribution sociale).

En tant que membre de la communauté asiatique, le renforcement de la collaboration entre les universités japonaises et asiatiques revêt pour le Japon une importance au-delà de l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur au Japon et dans la région. Cette collaboration jouera également un rôle clé pour stimuler la croissance économique dans la région en créant les ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie, ce qui peut également soutenir la vitalité sociale et économique du Japon. Récemment, les industries japonaises ont manifesté un intérêt croissant pour le continent africain, qui affiche une croissance économique stable. Ainsi, les institutions d'enseignement supérieur de la région devraient également jouer un rôle pivot dans le mouvement économique. Au Japon, des politiques spécifiques sur la formation des ressources humaines au niveau mondial ont été établies lors du 7<sup>e</sup> conseil pour la compétitivité industrielle, en avril, et par la 3<sup>e</sup> recommandation du conseil pour la refondation de l'éducation, en mai 2013. Compte tenu de l'évolution du modèle économique, il est nécessaire de soutenir l'enseignement supérieur. Par ailleurs, lors de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2013, le premier ministre Shinzo Abe a souligné la nécessité de promouvoir le progrès social des femmes et une meilleure participation sociale des personnes vulnérables, notamment des personnes handicapées. Dans cette optique, il sera important d'étendre l'accès à l'éducation supérieure aux femmes et aux personnes socialement vulnérables.

### ● Actions de la JICA

#### 1. Éducation de base

L'éducation de base fait référence aux connaissances et aptitudes essentielles pour vivre, comme la lecture, l'écriture et les notions de calcul. Cela comprend non seulement l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi le développement de la petite enfance et l'éducation informelle (notamment l'alphabétisation des adultes). Les pays en développement doivent faire face à divers problèmes dans le secteur de l'éducation de base. Parmi ces problèmes, la JICA travaille sur l'amélioration de l'enseignement primaire et secondaire, d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, région prioritaire pour

1. Bien que dans les pays en développement, le taux net de scolarisation dans le primaire ait connu une amélioration de 82 % (en 1999) à 90 % (en 2011), plus de 5,5 millions d'enfants (en 2011) ne sont toujours pas en mesure d'aller à l'école. (Source : UNESCO (2014), *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*).

2. Le taux de survie en dernière année du primaire dans les pays en développement affiche des progrès modestes de 71 % (en 1999) à 73 % (en 2011). (Source : UNESCO (2014)).

3. Taux pour les pays dont les données sont disponibles (Source : UNESCO (2014)).

4. Source : UNESCO (2014)

l'éducation de base, la JICA assure une coopération conforme au plan d'action de Yokohama annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en mai 2008. La JICA déploie une coopération axée sur (i) la construction de plus de 500 écoles élémentaires et secondaires,<sup>5</sup> (ii) la formation de 230 000 enseignants en mathématiques et en sciences [ ➔ voir l'étude de cas ci-dessous] et (iii) l'extension du modèle « École pour tous », un projet de soutien au développement de l'éducation par la participation communautaire, déployé dans 18 000 écoles. Le plan d'action de Yokohama, adopté lors de la TICAD V en juin 2013, comprend la contribution à un meilleur environnement éducatif pour 20 millions d'enfants. Des programmes de formation seront organisés pour des enseignants en mathématiques et en sciences. En outre, le système d'évaluation des résultats scolaires des pays cibles sera amélioré.

Au Myanmar, un nouveau type d'aide sera déployé pour soutenir la réforme globale des programmes, notamment par la révision des programmes et des manuels pour l'ensemble des disciplines dans le primaire, la formation des enseignants et l'évaluation académique. Parallèlement à cette nouvelle approche, la collaboration avec le secteur éducatif sera étendue.

En Asie du Sud-Ouest, où les opportunités d'éducation pour les femmes et les filles sont limitées, la JICA travaille sur le renforcement de l'éducation et des capacités des femmes et des filles par l'éducation informelle (au Pakistan) et des cours d'alphabétisation (en Afghanistan). Attentive à l'équité et à l'intégration, la JICA poursuivra ses efforts en faveur de la qualité de l'éducation dans la perspective de l'après-2015.

## 2. Enseignement supérieur

La JICA soutient l'enseignement supérieur dans les pays en développement, avec la coopération des universités japonaises. Avec une aide plus particulièrement axée sur les grandes universités qui

jouent un rôle central dans la promotion de l'enseignement supérieur à l'échelle nationale ou régionale, la JICA s'emploie à renforcer leurs capacités d'éducation et de recherche. Il s'agit notamment d'accroître les compétences du corps enseignant, de moderniser les campus, les équipements et les installations d'enseignement et de recherche, d'améliorer les systèmes de gouvernance universitaire, de promouvoir les liens entre l'université, l'industrie et la communauté et d'établir un réseau interuniversitaire. Par ailleurs, un nouveau type d'aide a été initié pour créer un système garantissant la qualité de l'éducation.

En Asie, tout en concentrant son aide sur le Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net), la JICA assure une coopération auprès des grandes universités de chaque pays. De plus, par des prêts d'APD, la JICA organise des programmes d'envergure pour les étudiants étrangers, notamment malaisiens et indonésiens, invités à effectuer un cursus complet dans des universités japonaises. L'Agence a également commencé un programme similaire en Mongolie.

Au Moyen-Orient et en Afrique, la JICA se concentre sur la formation de ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie, à travers une aide à l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST), une institution universitaire qui propose un enseignement de l'ingénierie inspiré du modèle japonais. En outre, 900 étudiants d'Afrique seront invités au cours des quatre prochaines années à effectuer des études de master dans des universités, et à effectuer des stages en entreprise au Japon. Ce programme a pour but de développer les ressources humaines dans les pays d'Afrique dans le cadre de l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes africains annoncée lors de la TICAD V, en juin 2013. Le premier groupe arrivera en septembre 2014. La JICA soutiendra également l'Université

5. Le Japon s'est engagé à construire 1 000 écoles et 5 500 salles de classe.

Étude de cas

**Zambie : Projet de renforcement des performances et des compétences des enseignants à travers un développement professionnel continu basé sur l'école (STEPS)**

## Amélioration des enseignements selon le modèle japonais de l'« étude de cours »

**En Zambie, malgré un meilleur accès à l'éducation de base, la qualité de l'enseignement reste un problème majeur. La JICA encourage l'amélioration de la qualité de l'enseignement par des études de cours.**

### Des programmes d'aide globaux

En Zambie, le niveau de vie de la population s'est amélioré avec la croissance économique, et l'accès à l'éducation de base a connu des progrès notables. Cependant, la Zambie doit encore faire face à plusieurs défis tels que le manque de salles de



Des administrateurs de l'éducation se familiarisent avec l'étude de cours et la recherche de matériel pédagogique.

classe et de matériel d'apprentissage, une formation insuffisante des enseignants ou encore les résultats scolaires médiocres des élèves.

Dans ce contexte, le gouvernement zambien considère l'amélioration de la qualité de l'enseignement comme un problème prioritaire. C'est pourquoi il a demandé une coopération technique du Japon afin de mieux utiliser le système existant de formation des enseignants et d'organiser le développement professionnel continu (DPC).

En 2005, la JICA a commencé le projet DPC pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie (SMASTE) en intégrant des études de cours basées sur l'école. Suite aux résultats obtenus, les zones cibles ont été étendues à trois provinces en 2008 (phase 2). De plus, le projet de renforcement des performances et des compétences des enseignants à travers un développement professionnel continu basé

sur l'école (STEPS) a été mis en œuvre pour renforcer les capacités des enseignants par des études de cours dans dix provinces afin d'améliorer la qualité de l'éducation de manière constante.

Parallèlement au STEPS, la JICA réalise des programmes globaux dans le secteur de l'éducation afin d'améliorer la qualité de l'éducation en Zambie. Ces programmes comprennent des dons pour la stratégie de réduction de la pauvreté, ainsi que l'envoi de conseillers sur les politiques d'éducation et de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

En utilisant la synergie de ces différents instruments de coopération, la JICA participe au développement continu des capacités des enseignants et à l'amélioration de leurs compétences. De plus, la JICA fera des recommandations aux décideurs politiques pour l'utilisation efficace des fonds dans le secteur de l'éducation et elle fournira une coopération technique pour la révision des programmes d'éducation de base en mathématiques et en sciences.

Pan africaine pour l'amélioration du niveau de l'enseignement supérieur dans l'Union africaine, à travers la collaboration avec l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie au Kenya, partenaire de longue date de la JICA.

## Sécurité sociale

### ● Situation générale

Ces dernières années, l'affaiblissement des liens au sein des familles et des communautés locales, provoqué par l'industrialisation et l'urbanisation croissantes, a également touché les pays en développement. En outre, les populations de certains pays d'Asie du Sud-Est vieillissent rapidement. Alors que certains pays et régions connaissent une croissance économique remarquable, de larges pans de la population sont les oubliés du progrès. La distribution biaisée des richesses et l'élargissement des inégalités économiques deviennent la source de troubles sociaux. Afin de garantir la stabilité sociale tout en maintenant la croissance économique, il est essentiel de renforcer la sécurité des soins médicaux et des revenus. Il est tout aussi important de bâtir une société sûre et saine dont l'ensemble des membres sont préparés à divers risques.

Soutenir l'indépendance des populations socialement vulnérables, notamment des personnes handicapées, encourage leur participation à la communauté et aux activités économiques. Ces efforts permettront de former un pays dynamique jouissant d'une croissance durable et inclusive. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur. Au Japon, la loi sur l'élimination des discriminations envers les personnes handicapées a été adoptée en juin 2013. De plus, la convention relative aux droits des

personnes handicapées, ratifiée par le gouvernement japonais en janvier 2014, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée.

Dans les pays en développement, les accidents industriels augmentent avec le développement économique. Cependant, l'établissement d'un cadre juridique dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail et les moyens mobilisés pour garantir son respect sont insuffisants. Par conséquent, de nombreux travailleurs victimes d'accidents du travail ne perçoivent pas d'indemnités et courent le risque de tomber dans la pauvreté. Comme l'a montré le Printemps arabe, le chômage, et plus particulièrement celui des jeunes, est un facteur d'instabilité sociale.

Dans ce contexte, la sécurité sociale est un problème de développement crucial.

### ● Actions de la JICA

La JICA mène des projets visant à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon dans ce domaine. Trois grands axes sont privilégiés : l'assurance et la protection sociales, les personnes handicapées et le développement, le travail et l'emploi.

#### 1. Assurance et protection sociales

La JICA soutient le développement de systèmes d'assurance publics, couverture médicale et pensions de retraite notamment, et le renforcement des politiques de protection sociale et de services de soins de longue durée en faveur des personnes âgées. Il existe une forte demande de la part des pays pour apprendre des connaissances japonaises dans ces domaines afin de bâtir leur propre système de sécurité sociale. En réponse, la JICA invite du personnel clé des ministères gouvernementaux associés aux systèmes d'assurance sociale à se rendre au Japon, pour y recevoir des informations et échanger des points de

Étude de cas

**Rwanda : Formation professionnelle et soutien à l'obtention d'emplois pour la participation sociale des anciens combattants et autres personnes handicapées**

## Travailler et vivre ensemble en harmonie

**Au Rwanda, qui a connu une guerre civile au début des années 1990, la réhabilitation sociale des personnes handicapées a été, avec le désarmement des anciens combattants, l'un des défis majeurs. Depuis 2005, la JICA fournit des opportunités d'emploi à d'anciens combattants et à des personnes handicapées pour assurer leur participation sociale et la coexistence.**

### Plus de 2 500 personnes handicapées ont suivi la formation

Au cours du projet, la JICA a mis en place des formations techniques en couture, électricité et tuyauterie pour d'anciens combattants et autres personnes handicapées, en association avec la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration. En outre, la JICA a apporté des conseils en matière de savoir-faire sur l'établissement et la gestion d'une coopérative en vue de multiplier les opportunités d'emploi. Simultanément, la JICA a promu l'accessibilité de tous aux installations en construisant des rampes et en rénovant les toilettes afin que les personnes handicapées puissent participer facilement aux programmes de formation.

Suite à ces efforts, le nombre total de personnes

handicapées ayant terminé la formation lors des phases 1 et 2 est supérieur à 2 500. La plupart participent à des activités économiques en utilisant les connaissances et les compétences acquises lors de la formation. Certains anciens combattants ont créé une coopérative avec leurs ennemis d'hier. En d'autres mots, ces efforts encouragent la compréhension mutuelle entre des personnes ayant une histoire et une culture différentes. De plus, à l'issue de leur formation, les personnes handicapées peuvent partager leurs connaissances avec la population locale et contribuer à la communauté. Ainsi, la population locale a largement modifié sa perception des personnes handicapées.

Ce projet démontre que l'acquisition de compétences par des personnes handicapées

encourage non seulement leur participation sociale, mais change aussi le regard que la communauté porte sur elles. Il a également permis de confirmer que les activités communes de personnes ayant des profils différents constituaient un premier pas vers la réconciliation et la compréhension mutuelle dans le processus de reconstruction après un conflit. La JICA appliquera ces expériences à de futures activités d'aide dans d'autres pays et régions.



Neuf anciens participants, dont quatre personnes handicapées, ont créé un atelier de réparation électronique. Ils réparent des téléphones portables et autres appareils électroniques.

vue sur l'établissement des systèmes japonais de sécurité sociale. Ces dernières années, l'expérience japonaise pour faire face au vieillissement de la société a suscité un vif intérêt, surtout parmi les pays à revenu intermédiaire d'Asie du Sud-Est.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a organisé des séminaires en Malaisie et au Vietnam pour partager les expériences japonaises et initié un projet de coopération technique en appui aux systèmes de sécurité sociale en Indonésie.

## 2. Personnes handicapées et développement

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. Son objectif final est d'instaurer une société garantissant une place à tous les individus, qu'ils soient ou non handicapés. L'Agence entend parvenir à « la pleine participation et l'égalité » des personnes handicapées dans les pays en développement, en mettant l'accent sur une aide leur permettant de jouer un rôle actif dans la société. Dans cette optique, la JICA déploie des efforts pour promouvoir l'intégration du handicap dans ses activités, en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires ou acteurs des projets. Elle s'emploie en outre à favoriser l'autonomisation des personnes handicapées via la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités des associations de personnes handicapées, ainsi que la mise en place d'environnements sans barrières [ → voir l'étude de cas page 111].

## 3. Travail et emploi

En améliorant la santé et la sécurité dans l'industrie et en renforçant les normes d'inspection du travail, la JICA contribue à créer un environnement où les personnes peuvent travailler sereinement. Parallèlement au renforcement des services publics pour l'emploi, la JICA s'efforce également de réduire le chômage des jeunes par l'amélioration de l'éducation professionnelle et technique. Certaines activités dans le domaine de la formation professionnelle soutiennent la reconstruction dans les pays en situation post-conflictuelle et améliorent les moyens de subsistance des populations vulnérables [ → voir l'étude de cas page 79].

# Santé

## ● Situation générale

Dans les pays en développement, beaucoup d'individus meurent parce qu'ils n'ont pas accès aux soins de santé ou aux services médicaux. En dépit de l'aide technique et financière d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des pays donateurs et des fondations privées, la réalisation des OMD pour 2015 semble difficile à atteindre.

Dans le cadre de la stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale fixée par le gouvernement japonais, la JICA intensifie ses efforts d'aide aux pays en développement pour la réalisation des OMD en coopération avec les organisations internationales et les pays donateurs. De plus, afin de promouvoir la couverture santé universelle (CSU)<sup>6</sup>, la JICA travaille sur trois axes prioritaires : le renforcement des systèmes de santé, la santé maternelle et infantile et la lutte contre les maladies infectieuses.

## ● Actions de la JICA

### 1. Renforcement des systèmes de santé

Le terme « renforcement des systèmes de santé » fait référence

aux processus visant à améliorer les cadres de base nécessaires à la santé publique et à la fourniture des services médicaux. Cela couvre les changements de politique de santé et de structure administrative, l'amélioration des installations médicales, l'établissement d'une chaîne d'approvisionnement des fournitures médicales efficace et fiable, l'amélioration de la qualité, de la collecte et de l'utilisation des informations sur la santé et le renforcement de la gestion du financement de la santé, notamment de la collecte des recettes. Ces actions intègrent en outre le développement des ressources humaines nécessaires à la fourniture et à l'administration des services de santé. Le renforcement des systèmes de santé est essentiel pour parvenir à la couverture santé universelle (CSU), qui cherche non seulement à prévenir les difficultés financières occasionnées par les coûts médicaux, mais aussi à faire tomber les barrières géographiques, financières et socioculturelles qui entravent la fourniture des services de santé essentiels, en particulier pour la santé maternelle et infantile et la lutte contre les maladies infectieuses.

La JICA déploie une aide à plusieurs niveaux pour renforcer les systèmes de santé dans les pays cibles. Sur le continent africain, la JICA a participé au développement des capacités en appui aux administrations de santé locales, et elle a introduit les pratiques japonaises de gestion telles que le *kaizen*, pour une meilleure gestion des installations sanitaires. Au Sénégal, les modèles de formation et les outils de gestion efficaces mis au point lors des projets de la JICA ont été largement adoptés par d'autres bailleurs de fonds afin d'être utilisés dans l'ensemble du pays. En Tanzanie, l'introduction du *kaizen* a permis de réduire le temps d'attente des patients et les stocks excédentaires de fournitures médicales dans les hôpitaux. Au Kenya, la JICA a participé à l'extension des services de santé essentiels, notamment de vaccination et d'accouchement assisté par du personnel qualifié dans les zones cibles du projet. Dans la région de l'Amérique latine, la JICA contribue aux priorités nationales en matière de santé à travers l'établissement de modèles efficaces de prestation de services au niveau des soins de santé primaires en Bolivie, au Guatemala et au Honduras.

Dans certains pays cibles, la JICA formule des programmes d'aide en combinant la coopération financière et technique pour renforcer l'impact sur la santé. Par exemple, un expert en financement de la santé a été envoyé au ministère de la Santé du Kenya pour établir une CSU en collaboration avec d'autres organisations, dont la Banque mondiale. Au Myanmar, la JICA travaille sur le développement de services de santé régionaux et sur la formulation de politiques sanitaires. En outre, la JICA a commencé des consultations politiques pour le développement de dispositifs d'assurance santé dans les pays d'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie et la Thaïlande.

### 2. Amélioration de la santé maternelle et infantile

Chaque année, près de 99 % des 280 000 femmes qui décèdent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement et des 6,6 millions d'enfants qui n'atteignent pas leur cinquième anniversaire vivent dans des pays en développement. Cela témoigne du fait que la santé et le bien-être des femmes enceintes et des enfants en bas-âge est le problème le plus grave auquel les pays en développement sont confrontés.

Lors de l'exercice 2011, la JICA a préparé des lignes directrices thématiques pour la santé maternelle et infantile (SMI) et elle a assuré une coopération auprès de nombreux pays pour la diffusion et l'utilisation durable des systèmes de santé privilégiant un « continuum de soins

6. Selon l'OMS la CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

de SMI ». La JICA s'est concentrée sur le renforcement des cadres pour la fourniture de services de santé maternelle et infantile et le développement des capacités. Les mesures de la JICA comprennent : le renforcement des capacités administratives et de gestion des ministères de la Santé pour le développement des services de santé maternelle et infantile ; le renforcement des capacités des autorités sanitaires locales ; le renforcement des capacités des sages-femmes et des autres prestataires de services de santé ; l'autonomisation et la sensibilisation des communautés ; et le renforcement de la coordination entre les centres de santé, les installations de soins primaires et les centres de référence.

En 2013, la JICA a initié une coopération technique pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile en République dominicaine, au Honduras, au Burundi, à Djibouti et en Sierra Leone afin de promouvoir des accouchements sans risque et des soins adaptés aux nouveau-nés. Au Cambodge, grâce à un don japonais, le Centre national de santé maternelle et infantile a été établi, en tant qu'hôpital central et base administrative pour le développement des ressources humaines impliquées dans la santé maternelle et infantile. Pour répondre à une situation où les soins obstétricaux et néonataux nécessitent de plus en plus des techniques médicales avancées, il a été décidé d'assurer le renforcement des fonctions des installations par un don.

Par ailleurs, la malnutrition des femmes enceintes et des enfants ayant un fort impact sur leur état de santé, la JICA participe au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) qui encourage la prise de mesures efficaces dans le cadre d'une coopération globale entre les secteurs public et privé. En outre, les mesures d'amélioration de la nutrition ont fait l'objet d'une attention particulière dans le domaine de la sécurité alimentaire. Au Zimbabwe et au Guatemala, de nouveaux programmes de coopération ont été lancés pour le renforcement de l'administration nutritionnelle et des ressources humaines. La JICA intègre les efforts liés à la nutrition dans ses programmes de santé maternelle et infantile.

### 3. Lutte contre les maladies infectieuses

Chaque année, les trois principales maladies infectieuses, le VIH/sida,

la tuberculose et le paludisme, tuent à elles seules plusieurs millions de personnes. Les maladies infectieuses constituent une menace directe pour les populations, et en particulier pour les pauvres. Elles entravent également le développement économique et social. La lutte contre les maladies infectieuses doit être engagée au niveau mondial, car ces maladies se propagent à travers le globe par les activités économiques et le développement des transports.

La JICA apporte une aide pour la lutte contre les maladies infectieuses à travers une approche horizontale, centrée sur le renforcement des systèmes de santé, et une approche verticale visant des maladies spécifiques. La JICA coopère avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont le gouvernement japonais est l'un des contributeurs, l'UNICEF et d'autres organismes internationaux pour répondre à ce problème par des projets de coopération technique et une aide financière. La coopération technique implique la formation d'une stratégie nationale ; la collecte et l'analyse d'informations sur la santé ; le renforcement des services de prévention, de diagnostic et de traitement ; et l'amélioration de l'accès à ces services. L'aide financière est mise en œuvre pour fournir des vaccins contre la poliomyélite, la rougeole et d'autres maladies, ainsi que pour divers types d'équipements.

En 2013, la JICA a mené des projets de coopération technique en Afghanistan, au Myanmar, au Ghana, en Zambie, dans les îles Salomon et au Vietnam, ainsi que des programmes de formation au Japon pour les responsables de divers pays afin de renforcer leurs capacités administratives et les techniques de diagnostic. Dans d'autres domaines, la JICA utilise les connaissances acquises grâce à la recherche sur les maladies infectieuses au Japon pour mener des recherches conjointes sur le sida, la tuberculose, la dengue et d'autres maladies infectieuses avec des instituts de recherche en Asie et en Afrique. La recherche conjointe est entreprise dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

[ → voir l'étude de cas page 113].

#### Étude de cas

### Jordanie : Projet d'intégration de la santé et d'autonomisation des femmes dans le sud du pays

## Efforts de sensibilisation de la population à la santé reproductive

**La JICA encourage la planification familiale à travers l'autonomisation des femmes afin que, dans les sociétés islamiques conservatrices, les femmes soient en mesure de décider avec leur mari du nombre d'enfants qu'elles auront.**

### Activités de sensibilisation à travers la participation des hommes et des chefs religieux

Le sud de la Jordanie, où les traditions sont aujourd'hui encore profondément enracinées dans la société, doit faire face à plusieurs problèmes concernant la santé reproductive des femmes, notamment à des taux de natalité élevés, au-dessus de la moyenne nationale, et à un faible taux d'utilisation des moyens contraceptifs.

La JICA s'est attelée à ces problèmes en 1997. Elle a mis en œuvre le projet d'intégration de la santé et d'autonomisation des femmes dans le sud du pays, en 2006, avant d'en étendre la zone cible à 76 villages situés dans quatre préfectures, en se concentrant sur

l'amélioration des services de santé reproductive et la promotion de la planification familiale. La JICA a également construit des cliniques locales, formé du personnel de santé et mis en œuvre des activités de sensibilisation en impliquant des hommes et des chefs religieux. En comptant les projets mis en œuvre avant 2006, le nombre cumulé de visites effectuées au domicile des femmes par les éducateurs de santé s'élève à 12 897.

Ainsi, le taux d'utilisation des moyens contraceptifs dans les quatre préfectures a significativement augmenté, de 44 % en 2007 à 50,4 % en 2011. Les résultats positifs du projet ont été intégrés dans les recommandations sur les politiques préparées par le projet pour le gouvernement jordanien. Devant le



Les éducateurs de santé apprennent comment vérifier la tension artérielle.

succès du projet, les éducateurs de santé, qui étaient volontaires au départ, ont été officiellement engagés par le gouvernement.

Le Dr Tokiko Sato, conseillère senior de la JICA, a joué un rôle crucial dès le début du projet. Lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2013, le premier ministre Shinzo Abe a cité son action et les résultats du projet en tant que bonnes pratiques ayant eu un impact sur la vie des femmes.